Infos 21
lettre d'information du Comité 21
du 20/12/2018
Spécial Partenariats pour la réalisation des objectifs-ODD17 n°193

FOCUS

Le Sociétal au coeur du récit français par Bettina Laville

De retour de la COP 24, grand rendez vous international, le Comité 21 retrouve le débat national à la quête d'un renouveau pour la société française, ébranlée par le mouvement des « gilets jaunes ». Ces dernières semaines, des économistes, des philosophes, des chercheurs, entre autres, en ont analysé les causes, en écho avec les revendications des citoyens mobilisés : cherté de la vie, inégalités, précarité énergétique, déficit de lien social, défiance envers les politiques... tous facteurs fragilisant l'action publique et le consensus démocratique.

Mais il est remarquable de constater qu'il n'y a pas eu de remise en cause de l'exigence transformatrice écologique et socio-économique que notre pays doit continuer à satisfaire. Bien au contraire, ce mouvement, en mettant en relief « l'injustice profonde du système », selon l'expression de la philosophe Valérie Charolles, rend plus forte encore cette nécessité.

La « Grande concertation nationale », ouverte en ce mois de décembre 2018 par le Président de la République, a justement pour but de faire remonter des territoires des propositions allant dans le sens de la transformation sur les quatre thèmes faisant l'objet de ce débat national : transition écologique, fiscalité, organisation de l'État et démocratie et citoyenneté.

Le Comité 21 entend contribuer à cette concertation sur deux de ces thèmes qui d'ailleurs sont inscrits dans son programme 2019 : **la transition et la citoyenneté écologiques**. Son expérience multi-acteurs peut ainsi nourrir le débat sur l'engagement sociétal, sur le dialogue parties prenantes, sur la résilience des territoires - à travers les prochaines étapes du Tour de France des ODD -, sur l'adaptation aux changements climatiques, sur la citoyenneté écologique - à travers son deuxième Forum consacré à l'Europe.

Cette pertinence et cet impératif de concertation sont réaffirmés partout en cette fin d'année 2018, des ronds-points des « gilets jaunes » au Gouvernement, en passant par les corps intermédiaires, dont le CESE et les CESER. Comme le montrent les initiatives des adhérents du Comité 21 présentées dans ce cent-quatre-vingt-treizième numéro d'Infos 21, et comme le souligne Jean-Louis Fousseret, maire de Besançon, que je remercie vivement d'avoir répondu à nos questions, elle ouvre la voie aux réseaux multi-acteurs et aux partenariats chers à l'ODD 17.

Et ce sont ces partenariats qui peuvent permettre une renaissance de la confiance, condition essentielle de la cohésion sociale d'un pays et de son dynamisme économique, ou, a minima, « faire avec la défiance », selon le titre de la dernière publication de France Stratégie. Soit construire une lucidité créatrice...

Car il s'agit bien de « faire ensemble », comme l'exprime la Fonda, pour mieux « faire société », titre d'un livre de Jacques Donzelot, paru il y a déjà quinze ans. Au-delà des valeurs et des principes communs qui fondent notre « vivre ensemble » et qui sont traduites dans notre droit, s'expriment, dans le mouvement actuel et les débats qui l'entourent, différentes conceptions de notre société, entre néolibéralisme, humanisme, dirigisme, notamment.

Ce débat critique, fondamentalement sociétal, au sens où il implique les relations entre les hommes, et pas seulement les questions individuelles, porte sans doute en lui des limites, mais il produit aussi ses bienfaits, dont le moindre n'est pas de révéler une société bien vivante et de tenter de dessiner un nouveau récit pour la France.

Je souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année et vous donne rendez-vous à notre cérémonie annuelle des voeux qui se tiendra le 22 janvier prochain. Nous y accueillerons deux femmes de sciences, qui parleront, justement, sciences humaines et climat.

Bettina Laville, présidente du Comité 21
bettina.laville@comite21.org

Actualités des adhérents

Cool Roof France soutient le mouvement de mobilisation citoyenne « The CoolRoofers.org »

3 questions à ...

The Cool Roofers est un groupe de citoyens qui agit aux côtés des associations et des collectivités pour endiguer les phénomènes récurrents de canicule et d'îlot de chaleur urbain en été. Les Cool Roofers mobilisent directement les citoyens, dans le cadre d'un moment sympathique pour badigeonner de résine Cool Roof le toit d'un établissement à vocation sociale (écoles, EHPAD, crèches, établissements de santé...). Le but étant de non seulement réaliser des économies d'énergie, mais également d'améliorer la qualité de l'air et le confort d'été des personnes les plus vulnérables, le tout dans une perspective de lutte et d'adaptation au changement climatique. CRF se charge de fournir la résine « Cool Roof », l'instrumentation et l'ingénierie nécessaire aux citoyens « Cool Roofers » qui mettent en oeuvre des actions solidaires à vocation environnementale, éthique et sociale. Par exemple, une équipe de citoyens Grenoblois du collectif The Cool Roofers a récemment porté au budget participatif de la ville de Grenoble un projet visant à faire une première implantation des cool roofs dans la métropole, sur le toit de bâtiments publics accueillant des populations « vulnérables ». Le projet sera financé à hauteur de 115 000 euros par la ville et réalisé courant 2019. Pour en savoir plus. Zacharie Donnart - zac@coolroofers.org

SUEZ et Makesens : Future of Waste, un programme pour accélérer la transition écologique et solidaire

SUEZ, l'un des leaders mondiaux dans la gestion intelligente et durable des ressources, et Makesense, pionnier de la mobilisation citoyenne, ont créé Future of Waste (FoW) en 2014. Dans la lignée de l'ODD 17, ce programme offre un espace aux citoyens, entrepreneurs, et experts du déchet, pour se rencontrer et se mobiliser ensemble afin d'accélérer la transition vers des économies circulaires et solidaires. Après une année dédiée au secteur du BTP (campagne ArchiWaste), Future of Waste s'est focalisé en 2018 sur la gestion des déchets dans les secteurs du tourisme et de l'événementiel. Grâce à la campagne Wasteless Journey, FoW a poursuivi ses objectifs de sensibilisation et d'innovation dans une dynamique de co-construction : des ateliers multi-acteurs de résolution de défis ont été organisés à Caen et au Stade de France ; des conférences et un MOOC construits en association avec des acteurs du secteur ont été proposé au grand public, et une boîte à outil en ligne a été réalisée de manière collaborative. *Crédit : ©Ondine32 Thinkstock. Maelis Monnier* - maelis.monnier@suez.com

« La Gironde s'invente » avec la cousinade inter-réseau

Le **département de la Gironde** tente de renouveler la gouvernance multi-acteurs pour amplifier la contribution aux ODD en explorant les voies de l'inter-réseaux. La cousinade réunit une grande famille de plus de 200 collectifs engagés pour les transitions sociales, écologiques, alimentaires, pédagogiques, énergétiques, démocratiques, économiques, etc. en Gironde : territoires en transition, colibris, Agenda 21 locaux, actrices et acteurs de l'éducation pour un développement durable et de l'éducation populaire, exploratrices et explorateurs de l'écosystème d'innovation publique LaBase, acteurs et actrices de l'innovation sociale, collectivités girondines, associations et collectifs citoyens, acteurs publics et privés, animatrices et animateurs de la participation citoyenne (groupe d'échanges de pratiques avec l'institut de la concertation), acteurs de la responsabilité sociétale, jardiniers alimentaires, chercheuses et chercheurs, change makers, porteurs d'envies et de projets, tribu du changement, témoins inspirants du film *Ici et maintenant, la Gironde s'invente* et leurs complices... Elle est ouverte à toutes et tous. La première cousinade du 30 mai 2018 a été l'occasion d'explorer collectivement les questions brûlantes des acteurs et citoyens engagés dans les transitions en Gironde et d'esquisser les pistes d'actions communes pour gagner en impact (retrouver les échos de la 1ère

Jean-Louis Fousseret, Maire de Besançon et Président de la Communauté d'agglomération du Grand Besançon

La feuille de route sur la mise en oeuvre par la France des 17 ODD est en cours d'élaboration depuis septembre, qu'attendez-vous de cette feuille de route en tant que Maire ?

La feuille de route qui sera présentée en 2019, doit être l'occasion de construire de nouvelles politiques publiques plus cohérentes avec les enjeux du 21éme siècle et de l'Agenda 2030, au niveau de l'Etat mais aussi en infra dans les collectivités territoriales donc les villes. Si la France veut assoir sa légitimité elle devra être exemplaire et elle aura besoin des politiques menées par les collectivités pour l'être. Nous devons donc être à la hauteur de cette ambition.

Parmi les 17 ODD, lesquels vous semblent particulièrement importants pour les collectivités et plus particulièrement pour la ville de Besançon ?

Les 17 Objectifs de développement durable permettent d'avoir une vision transversale des politiques que nous devons mener à l'échelle internationale d'ici l'horizon 2030, et tous pourrait quasiment devenir des objectifs pour la ville de Besançon. Néanmoins, au regard de nos politiques et engagements nous pourrions prioriser les ODD suivants :

- **L'ODD7** : La ville de Besançon est engagée depuis de longue date sur des politiques énergétiques. Nous avons même reçu le label Cit'ergie Gold, c'est pourquoi cet ODD7 nous parait important, notamment par ce qu'il traite du coût de l'énergie et de son abordabilité par les plus précaires.
- **L'ODD15** : Pour les mêmes raisons mais dans le domaine de la biodiversité, cet objectif correspond tout à fait à une volonté forte d'intégrer la préoccupation de la biodiversité et de la nature dans la gestion de nos espaces verts et naturels. Notre titre Capitale de la biodiversité 2018 récompense cet engagement.
- Les **ODD11** portant sur les villes durables et **12** sur la consommation responsable sont significativement importants pour les collectivités territoriales et pour notre Ville. Ces deux objectifs montrent qu'à notre échelle, nous devons participer activement à ce mouvement de transition, et nos villes et agglomérations sont les bons niveaux pour commencer à agir.
- Enfin, les **ODD3** sur la santé et le bien-être et **10** sur la réduction des inégalités me paraissent essentiels car aucun développement ne doit se faire au détriment des populations, et les villes là encore, contribuent à ce travail de prévention de santé et d'atténuation des inégalités.

cousinade en téléchargement en activant le lien ci-dessous). La deuxième cousinade du 20 novembre 2018 a creusé les pistes d'actions en les passant au crible des 17 objectifs de développement durable (ODD) et des capacités d'actions individuelles et collectives. Les cousinades inter-réseaux explorent nos liens comme accélérateurs de transition. Les actions esquissées sont mises en oeuvre par les contributeurs volontaires entre deux cousinades. Les deux premières actions mises en oeuvre sont l'élaboration d'un kit méthodologique *Brisons la glace pour éviter la surchauffe des débats démocratiques* (en téléchargement sur le site gironde.fr) et le recrutement de deux jeunes en service civique pour incarner et approfondir le rôle de « butineur ». Pour en savoir plus. Julie Chabaud - j.chabaud@gironde.fr

Orléans Métropole et Enedis s'associent pour donner vie à la SMART CIT

Création de bâtiments intelligents, développement des énergies renouvelables (EnR), soutient à la mobilité électrique, déploiement de la fibre optique ou encore optimisation des solutions de production, de stockage et de consommation de l'énergie, **Orléans Métropole** choisit de se transformer en un territoire à énergie neutre. Avec comme éléments moteurs le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et sa politique mobilité 100% électrique, Orléans Métropole souhaite développer une SMART CITY au service de tous. Pour mener à bien ce projet ambitieux, elle s'appuie sur l'expertise **d'Enedis,** gestionnaire du réseau de distribution d'électricité et acteur majeur de la transition énergétique. La signature de la 1ère convention de partenariat a eu lieu le 30 novembre, engageant les deux entités dans une démarche visant à favoriser à la fois la transition énergétique, le numérique et plus généralement l'innovation sur le territoire d'Orléans Métropole**.** Enedis accompagne ainsi la Métropole dans ses projets innovants et adapte progressivement les réseaux électriques du territoire pour accompagner l'essor des énergies renouvelables, le développement de la mobilité électrique et cette évolution des modes de consommation. De plus, par le numérique et l'OPEN DATA, et par un travail d'analyse ou de diagnostic de la précarité énergétique du territoire, Orléans Métropole et Enedis pourront renforcer les actions du gestionnaire de réseau de distribution dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Pour concrétiser cette stratégie, un laboratoire d'expérimentation Smart City a pour projet d'expérimenter en innovation ouverte, par l'utilisation des ressources du territoire, comme par exemple les « données ouvertes ». Pour en savoir plus. Julie Barbier - julie.barbier@orleans-metropole.fr

La Maison de Services au Public d'Ayen : un projet de solidarité entre acteurs

La Maison de Services au Public **d'Ayen**, l'un des projets phares de la commune, intègre le plan d'actions global Agenda 2030 au travers de l'ODD10, sur la réduction des inégalités, et de l'ODD17, sur les partenariats. Ce ne sont en effet pas moins de 27 partenaires - dont Pôle Emploi, EDF Solidarité, CAF, SNCF, etc. - qui sont aujourd'hui regroupés au sein de cette structure afin de proposer des services visant à réduire les inégalités en matière d'accompagnement des populations. Qu'ils soient publics, associatifs ou privés, ces partenaires missionnent par convention la structure dans les domaines de l'emploi, la famille, la santé, le logement, les transports, les démarches administratives, les usages numériques... Ainsi, parmi ses nombreux services, l'établissement propose des sessions de formation et d'information sur des thématiques comme le développement durable ou la mobilité, des animations autour de thèmes divers (économie d'énergie, sécurité internet, consommation...), des ateliers d'apprentissage du Français, ou encore des cours d'informatique individualisés ou en groupe pour professionnels et séniors. Un succès grandissant qui ne se dément pas d'année en année, au regard des chiffres de fréquentation. Ce projet local pragmatique démontre que des solutions agiles et solidaires permettent de « réinvestir » les territoires

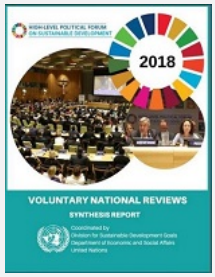
Concernant l'ODD17, quels sont les enjeux principaux de partenariats que vous identifiez ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples de projets développés à Besançon dans ce cadre ?

L'ODD17 met en avant la nécessité d'entreprendre des partenariats avec les pays dits du Sud afin de les accompagner dans un mode de développement responsable et qui permettent à la population de vivre correctement. On pourrait penser que cet objectif fait appel à des compétences et politiques menées au niveau de l'Etat français, mais les collectivités ont également un rôle important à jouer en menant des actions de coopérations décentralisées. A ce titre, la ville de Besançon mène plusieurs initiatives avec des territoires jumelés en leur proposant des échanges portant sur des modes de développements responsables. Avec le camp palestinien d'Aqabat Jaber, après avoir oeuvré sur la sécurisation de l'approvisionnement en eau, nous allons travailler sur la problématique des déchets qui est prégnante dans ce territoire. Et ceci parce que nous avions acquis de grandes compétences dans le domaine de l'eau grâce à notre gestion en régie et parce que, concernant les déchets, nous avons également, au niveau de l'agglomération, développé un savoir-faire dans le cadre de politiques de réduction des déchets (notamment avec la redevance incitative). Avec la ville de Douroula, au Burkina Faso, nous échangeons depuis de longues années sur des programmes liés à l'eau et l'assainissement et l'agro-écologie. Ce sont des partenariats essentiels qui sont conduits entre communautés et qui complètent de manière concrète les grands programmes de développement des Etats.

Pour en savoir plus

Pour en savoir plus

Forum politique de haut niveau 2018 : la synthèse des revues nationales volontaires est disponible



La synthèse des Revues nationales volontaires (RNV) a été publiée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations-Unies. Cette dernière présente le résumé des 46 RNV qui ont été présentées au FPHN en juillet 2018. Ce document met tout d'abord en lumière l'engagement croissant et la mobilisation pour atteindre les ODD. En effet, depuis 2015, 111 RNV ont été présentées et 51 pays se sont portés volontaires pour 2019, dont 10 pour la seconde fois. La synthèse présente ainsi les actions menées par les pays pour mettre en application les 17 ODD, les progrès qui ont été réalisés mais aussi les difficultés rencontrées. Le reporting s'est notamment développé pour aboutir à une forme plus élaborée et structurée que lors des années précédentes, les institutions académiques ont joué un rôle crucial pour l'analyse et la prise en compte des ODD dans les priorités nationales,

pour une meilleure équité de services. Pour en savoir plus. Jérôme Perdrix - jerome.perdrix@laposte.net

APPA : le projet multi-acteurs de la périnatalité et de la santé

Dans le cadre de l'ODD 17, compte tenu des impacts de la qualité de l'air et de l'environnement sur le développement du foetus et de la petite enfance, mis en évidence par de nombreuses études récentes, **l'APPA** (Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique) a mis en relation les acteurs de la santé avec ceux, aussi bien publics que privés, de l'environnement pour informer et accompagner les parents et les futurs parents à travers le projet Femmes Enceintes Environnement et Santé (FEES). Ce projet aborde la question de la santé environnementale de manière globale, et a pour objectif de réduire l'exposition des futurs et jeunes parents aux polluants environnementaux. Créé en 2011 dans la région Nord-Pas de Calais, par l'APPA et la Mutualité Française, il est à présent progressivement déployé par l'APPA, en lien avec les Unions régionales de la Mutualité Française, en Ile de France, Centre Val de Loire, PACA et Grand Est. Le projet FEES vise à développer la formation et l'accompagnement des professionnels de la périnatalité et de la santé, afin de leur permettre de devenir des relais d'information auprès de leurs patients. Il s'appuie, dans chacune des régions couvertes, sur la mobilisation de 10 à 20 partenaires : réseaux de périnatalité, PMI, Ordres et écoles de sages-femmes, etc. Pour en savoir plus. Isabelle Roussel - appa.irou@gmail.com

PikPik Environnement forme avec ses partenaires des éco-citoyens !

PikPik Environnement, association d'éducation à l'environnement et à l'écocitoyenneté, propose à tous d'apprendre les gestes pour devenir un écocitoyen au quotidien ! A travers 5 enjeux (consommation responsable, préservation des ressources, climat, santé environnementale et partenariats), elle organise de nombreuses animations (plus de 600 en 2017) à destination de tous les publics (collectivités, associations partenaires, entreprises, scolaires...) et des actions bénévoles pour les publics les plus éloignés des problématiques environnementales (les jeunes et les publics les plus précaires), en partenariat avec des centres sociaux, des foyers de jeunes travailleurs et des clubs de prévention. PikPik attache une grande importance au travail en réseau avec d'autres acteurs sociaux ou environnementaux pour proposer ces actions solidaires. En 2018, PikPik a ainsi mis en place des actions solidaires d'entretien de zones forestières et des inventaires biodiversité en partenariat avec l'Office National des Forêts et des actions de sensibilisation à la consommation responsable auprès des publics bénéficiaires d'Aurore au Carré des Biffins et d'Emmaüs Solidarité dans plusieurs centres d'hébergement d'urgence. L'association anime également un réseau d'acteurs écocitoyens des Hauts-de-Seine : La Ruche 92. Vidéo de présentation de l'association. Kaméra Vesic - contact@pikpik.org

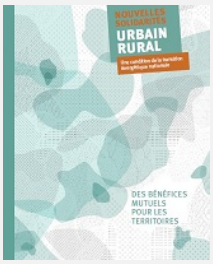
Unis Cité : « Les Diffuseurs de solidarité » pour une solidarité locale entre associations et citoyens

le partenariat avec la société civile s'est renforcé de même que les actions au sein des territoires et la mobilisation des citoyens. *80 pages.* A lire

Proposez vos contributions en participant à l'appel à initiative sur les ODD de l'ONU !

Du 1er novembre au 28 février 2019, l'ONU ouvre un portail web afin de permettre aux gouvernements, associations, entreprises et tout autre partie prenante de la société civile de soumettre leurs contributions à la mise en oeuvre des ODD. L'objectif est ainsi d'identifier les bonnes pratiques, les progrès réalisés et les enseignements tirés des démarches pour la réalisation de l'Agenda 2030 et inspirer d'autres acteurs. Cet appel à contribution permettra de renforcer la dynamique autour des ODD et d'en impulser de nouvelles. Les résultats seront mis à disposition en ligne et serviront à la préparation des sessions 2019 du Forum politique de haut niveau (FPHN). Un événement sera également organisé dans le cadre du FPHN 2019 afin de présenter les conclusions majeures tirées de cet appel à projet. Pour soumettre sa projet - Modèle de soumission

CLER : un rapport sur la collaboration entre territoires ruraux et urbains



Le CLER (Réseau pour la transition énergétique) a publié un nouveau rapport en 2018 sur les coopérations possibles entre les territoires ruraux et urbains, en partenariat avec la ville de Paris, GRDF, et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH). Cette publication, au coeur de l'ODD17, a pour but de recenser et faire connaître les possibilités de coopération et de solidarité dans le domaine de l'énergie. Elle vise également à faciliter le passage à l'acte et à encourager des coopérations de qualité, équilibrées et solidaires. Ce rapport résulte d'un travail effectué en amont autour d'une vingtaine d'entretiens avec des acteurs locaux, d'expériences et de connaissances issues de son réseau. Une dizaine de types de coopérations possibles ont été identifiées par le CLER, selon un classement bien défini. Chacun est présenté et exemplifié par des informations concrètes et des retours d'expérience qui mêlent souvent plusieurs modes de coopération et sources d'énergie. Le cas de Brest métropole et du Pays COB sont, par exemple, fortement représentatifs de ce type de coopération. Autant de pistes à explorer et à adapter par les territoires qui oeuvrent ensemble pour la transition énergétique par l'innovation de projets transversaux. A lire. *28 pages*

Un appel à projets européen pour développer l'engagement autour des ODD et les initiatives locales

Le programme « Diffuseurs de solidarité », co-construit et co-porté par **Unis Cité** en partenariat avec le groupe Macif, a pour objectif d'activer la solidarité locale au plus près des besoins des associations et acteurs publics des territoires : de faire émerger des « défis » solidaires, et d'inviter les citoyens de tous âges à les relever. Durant les 8 mois que dure leur service civique, engagés en équipes (constituées selon les principes de diversité et de mixité sociale chers à Unis-Cité), les jeunes volontaires ont pour mission de faire le lien entre les besoins des associations locales et le désir d'engagement des citoyens à travers l'organisation de défis solidaires : collecte de téléphones portables usagés, nettoyage des berges d'un fleuve, course solidaire au profit d'une association, appel à se mobiliser pour les collectes de la banque alimentaire... Ces Diffuseurs de solidarité ont pour mission de repérer dans les territoires, les associations qui peuvent être amenées à lancer une action solidaire sous forme de défi sur Diffuz.com**.** Autres objectifs : être force de proposition pour imaginer des idées de défis solidaires correspondant à des missions de bénévolat ponctuelles. Enfin, ces volontaires diffuseurs sont de véritables ambassadeurs de besoins concrets des associations locales. En 2018, 100 jeunes volontaires se sont mobilisés principalement dans cinq villes : Niort, Lyon, Paris, Mulhouse et Tours, pour toucher l'ensemble du milieu associatif sur ces territoires. Pour en savoir plus. Laetitia Bénard - lbenard@uniscite.fr

Fondation UVED : un MOOC ODD basé sur le partenariat !

L'éducation est un levier pour que tous les acteurs de tous les pays, dans leur diversité, s'approprient les Objectifs de développement durable (ODD). Le MOOC ODD, produit et coordonné par la **Fondation UVED**, est un cours en ligne gratuit et ouvert à tous. Introductif, il analyse ce que ce sont ces Objectifs, comment ils interagissent entre eux, et comment les différents acteurs peuvent se mobiliser et agir concrètement. Pluri-partenaire et pluridisciplinaire, il fait intervenir 32 spécialistes, des femmes et des hommes issus de 26 établissements représentant le monde académique, les secteurs public et privé, et la société civile. D'une durée de 4 semaines, cette formation propose du visionnage de courtes vidéos, des activités pédagogiques (quiz, exercices de réflexion, débats), de la découverte d'initiatives, de l'approfondissement grâce à des bibliographies ainsi qu'un forum d'échange. La première session, qui a été jouée à l'automne 2018 sur la plateforme Fun et qui a rassemblé 13 248 inscrits issus de 114 pays, est close. Les vidéos, doublées en anglais, espagnol, portugais, russe et arabe, peuvent être retrouvées sur le portail d'UVED, Canal-UVED ou YouTube UVED. Une session 2, revue et enrichie, sera proposée en 2019. *Le Comité 21 est partenaire du MOOC et coordinateur de la 4ème semaine « Les acteurs s'emparent des ODD »*. Delphine Pommeray - mooc@fondation-uved.fr

Le Comité 21 en action

AU NATIONAL

Participation du Comité 21 et de ses adhérents au Colloque national sur l'Adaptation à Marseille

Le 19 décembre, dans le cadre de l'atelier #3 de son programme Adaptation aux changements climatiques, le Comité 21 s'est rendu avec un petit groupe d'adhérents issus de différents collèges (entreprises, collectivités, établissements d'enseignement supérieur et associations) au 2ème colloque national Science et Société pour l'adaptation des territoires

Pour la deuxième année consécutive, WECF France et l'association 4D lancent un appel à projets dans le cadre du programme européen « *Construire une Europe durable pour toutes et tous* ». Coordonné par le Bureau Européen de l'Environnement (EEB) et rassemblant 25 partenaires européens issus de 14 pays, ce programme européen vise à sensibiliser le grand public, les décideurs politiques, la société civile et les médias aux Objectifs de développement durable (ODD) dans l'optique de l'Agenda 2030. Cette édition de l'appel à projet a pour vocation de susciter l'engagement des structures de terrain aux Objectifs de développement durable et de renforcer la mise en oeuvre de ces objectifs au niveau local. Date limite des candidatures : 15 février. Pour en savoir plus

Les Débats du Comité 21

Save the date : 22 janvier 2019 ! Débat «Humanité, humanisme et climat» suivi des Voeux 2019 du Comité 21

Le mouvement des « Gilets jaunes » a clairement révélé, s'il en était besoin, que lutte contre les inégalités et lutte contre le réchauffement climatique étaient liées et qu'il n'y aurait pas de préservation de la planète sans justice sociale, la combinaison des deux constituant en outre l'un des garants de nos démocraties. Si le GIEC et ses rapports successifs sur le changement climatique (dernier rapport du GIEC « Global Warming of 1.5 °C ») sont aujourd'hui connus de tous, il n'en est sans doute pas de même du panel international de 300 chercheurs sur le progrès social (IPSP), qui vient de publier un rapport d'évaluation des tendances à long terme de nos sociétés « Rethinking Society for the 21st Century ». C'est pourquoi il est apparu pertinent au Comité 21 d'organiser, pour débuter cette nouvelle année par un regard neuf, un débat sur ce croisement de deux des principales préoccupations de notre époque, et sur la manière dont l'anthropocène pourrait fonder de nouveaux rapports sociaux. Il fera intervenir deux scientifiques de renom, impliquées dans ces instances de recherche depuis leur création : pour le climat, **Valérie Masson-Delmotte**, coprésidente du groupe de travail 1 du GIEC, directrice de recherches CEA au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (Université Paris Saclay, CEA-CNRS-UVSQ) de l'Institut Pierre Simon Laplace ; pour la dimension sociale, **Marie-Laure Djelic**, membre du Panel International sur le Progrès Social (IPSP), doyenne de l'Ecole du Management et de l'Innovation, Sciences Po. Ce sera également l'occasion de présenter la version française du volume court d'accompagnement du rapport de l'IPSP « Manifeste pour le progrès social, une meilleure société est possible », sortie le 10 janvier 2019,

au changement climatique (GREC-Sud & Air Climat), qui avait lieu cette année à Marseille. L'ambition de ce colloque : créer une interface entre le monde de la recherche et le reste de la société, partant du constat d'un dialogue peu présent et néanmoins essentiel pour garantir une approche pluridisciplinaire de l'adaptation aux changements climatiques. Formation des élus, pédagogie des chercheurs, mobilisation de moyens humains et financiers ainsi qu'une prise en compte accrue des sciences sociales ont été évoqués comme pistes incontournables pour passer des grands objectifs aux politiques publiques locales effectives. Des exemples de ces politiques ont pu être illustrées au cours de la journées (gestion de l'eau en ville, préservation de la biodiversité, etc.). A noter : l'atelier #4 du Programme aura lieu le mercredi 23 janvier de 14h30 à 17h et abordera l'adaptation à l'international (avancées du dossier à la COP24 et applications à l'international). Inscriptions ici. Pour en savoir plus. Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org

Restitution de la consultation nationale « C'est quoi une ville citoyenne ? »

Le Comité 21 a participé le 7 décembre dernier à la restitution de la consultation nationale « C'est quoi une ville citoyenne ? », démarche initiée par l'**association Empreintes citoyennes**, en partenariat avec la ville d'Hazebrouck (Nord) et avec le soutien du Comité 21. Cette initiative, qui s'est déroulée tout au long de l'année 2018, a pour objectif d'établir les caractéristiques d'un village ou d'une ville favorisant la responsabilisation et l'engagement citoyen, et de répondre à des questions telles que la bonne gouvernance, l'émancipation de comportements citoyens, les moyens pour consolider la confiance entre municipalité et citoyens, les dispositifs pour replacer les citoyens au coeur de la cité... Elle est soutenue par de nombreux acteurs institutionnels et a été finaliste au « Prix de la Démocratie ». Les éléments de réponse de cette consultation permettent de définir les critères d'un éventuel label « Villages et villes citoyennes », critères examinés lors de cette rencontre : ville collaborative, ville transparente, ville compréhensible, ville engagée, ville solidaire, ville valorisante... *Cette approche innovante est tout à fait en phase avec la priorité du Comité 21 relative à la citoyenneté écologique, dont le deuxième Forum, centré sur l'Europe, se tiendra au premier trimestre 2019. « Empreintes citoyennes » étant administrateur du Comité 21, un partenariat entre les deux associations devrait permettre de valoriser ces démarches convergentes*. Pour en savoir plus. Dossier de presse. Julien Goupil - julien.goupil@empreintes-citoyennes.fr

Participation du Comité 21 au Jury du Comité de labellisation et d'évaluation de l'Association Notre Village

Le Comité 21 a participé, le 6 décembre dernier, à l'AMF au « Comité de labellisation et d'évaluation » de **l'Association nationale Notre Village,** session 2018. Ce Comité a examiné 10 dossiers d'Agenda 21 proposés par des collectivités candidates à la labellisation et au renouvellement du label « Notre Village Terre d'Avenir ». Depuis cette année, tous les dossiers présentés au Comité de labellisation sont « labellisables » ou « renouvelables », c'est-à-dire qu'ils répondent à l'ensemble des critères d'éligibilité au label, et notamment : actions innovantes, axes pertinents, pistes d'amélioration... L'Association Notre village a aussi veillé à la prise en compte des Objectifs de développement durable-ODD dans chacun des dossiers, permettant à terme la transition des Agenda 21 vers d'éventuels Agenda 2030. Le Comité 21 a particulièrement souligné le travail considérable effectué par les collectivités concernées, en liaison étroite avec l'association et la participation effective de l'ensemble des parties prenantes, qu'il s'agisse de collectivités de quelques dizaines d'habitants ou de collectivités plus importantes (allant jusqu'aux 5 000 habitants ou plus). Cette mobilisation révèle leur intérêt toujours vif pour ces programmes d'action, qui sont loin d'être dépassés dans leur pertinence et qui constituent une première étape, décisive, pour la transition écologique au niveau des territoires, quelle que soit leur échelle.

aux éditions La Découverte. Après ce débat, toute l'équipe du Comité 21 vous convie à ses Voeux 2019 aux Canaux, 6 quai de la Seine, 75019 Paris à partir de 18h30. Inscription obligatoire. Christine Delhaye - delhaye@comite21.org

La vie de l'association

AGE : des nouveautés en 2019

Une Assemblée générale extraordinaire (AGE) s'est tenue le 30 novembre à la CPU (Conférence des Présidents d'Université), avec près de 150 adhérents représentés. Des nouveaux statuts ont été adoptés. Quatre autres points marquants de cette Assemblée : l'actualisation de l'objet social de l'association, la régionalisation du Comité 21, la création d'un nouveau collège « Citoyens », et 5 expertises identifiées : prospective et durabilité ; changements climatiques et énergétiques ; responsabilité et engagement des organisations ; intelligence territoriale ; citoyenneté écologique. Par ailleurs, dans un souci de simplification, de nouveaux barèmes à compter de 2019 ont également été adoptés. Ils n'induisent aucune augmentation significative. Désormais, les adhérents ont le choix entre deux types de cotisations : une cotisation correspondante à l'établissement du Comité 21 auquel ils sont rattachés (national **ou** régional) ou une cotisation globale pour bénéficier de l'ensemble des services de tous les établissements du Comité 21 (national **et** régional). Par défaut les adhérents bénéficient de la première option, mais ils peuvent opter pour l'offre globale à tout moment s'ils le souhaitent.
Trois nouveaux adhérents Pernod Ricard et les associations Enviropea et Les Canaux - Maisons des économies solidaires et innovantes ont été agréés par le Conseil d'Administration qui a suivi l'AGE. Nous leur souhaitons la bienvenue ! *Adhérents : n'hésitez pas à demander vos codes adhérents pour accéder à votre espace (réservé à toutes les personnes de la structure) et mettre à jour votre profil (réservé au contact privilégié).* Nouveaux statuts - Nouveaux barèmes - Aperçu du programme 2019. Claire Sehier - sehier@comite21.org

Agenda du Comité 21

10 janvier matin à Paris : séminaire d'équipe

11 janvier à Paris : participation au 2ème Comité de pilotage de haut niveau dédié aux Objectifs de développement durable (ODD) qui fera un point d'avancement sur les travaux d'élaboration de la Feuille de route de mise en oeuvre des ODD par la France

21 janvier après midi à Paris : réunion du

C'est d'ailleurs ce qui avait été constaté lors des étapes précédentes du Tour de France des ODD du Comité 21. C'est pourquoi il apparaît nécessaire, au vu de cette rencontre, de construire entre le Comité 21 et Notre village, un véritable partenariat, d'autant plus naturel que Notre village est membre du Conseil d'administration du Comité 21 depuis cette année. Pour en savoir plus.

AU GRAND OUEST

Les 21 et 22 mars, l'Université des transitions du Comité 21 Grand Ouest!

Le « *Résumé à l'intention des décideurs* » du GIEC, le rapport "*Planète Vivante 2018*" de WWF ou encore le « *Manifeste étudiant pour un réveil écologique* », les récentes publications sur le développement et le progrès social sont toutes unanimes : il faut aller plus loin dans le changement, et surtout plus vite. La coopération entre tous les acteurs qui « font » la société n'est aujourd'hui plus une option, c'est une condition à la réussite des transitions. Mais comment ? Avec qui ? Sur quels sujets ? Le Comité 21 Grand organise sa première Université des transitions les 21 et 22 mars 2019 à Saint-Hilaire-de-Riez, dans une ambiance conviviale et en compagnie d'invités de tous les horizons. Offrant des temps d'inspiration à travers une grande conférence et un forum ouvert, ainsi que des temps d'échange et de décontraction, l'Université des transitions sera l'occasion pour tous les acteurs du développement durable de faire le plein d'idées et de motivation. Inscriptions et informations à venir. Antoine Charlot - charlot@comite21.org / Clara Canac - canac@comite21.org

Retour sur les journées « Economie circulaire et développement économique » (23 novembre et 6 décembre 2018)

L'économie circulaire propose de repenser nos modes production et de consommation afin d'augmenter l'efficacité dans l'utilisation des ressources et de limiter notre impact sur l'environnement. Loin de se limiter au sujet du recyclage des déchets en fin de cycle, elle concerne également l'approvisionnement durable, l'éco-conception, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable et l'allongement de la durée d'usage. La transition vers cette nouvelle économie présente un potentiel important en termes de développement économique et de création d'emplois dans les territoires, mais nécessite d'être accompagnée. En quoi les enjeux de l'économie circulaire amènent à repenser le rôle des chargés de développement économique des EPCI (Etablissement Public à Caractère Intercommunal) ? Quels sont les axes de développement économique territorial par l'économie circulaire ? Comment insuffler et accompagner la dynamique auprès des entreprises de son territoire ? Voici quelques-unes des questions qui ont été abordées avec les développeurs économiques lors de deux journées, à Saint-Nazaire et à Angers les 23 novembre et 6 décembre derniers, organisées par le Comité 21 Grand Ouest en partenariat avec la région Pays de la Loire et avec le soutien de l'ADEME. Retrouvez toutes les présentations des intervenants. Alexandre Pleurdeau - pleurdeau@comite21.org

INTERNATIONAL

Comité de prospective

22 janvier aux Canaux (Paris 19ème) à 17h00 : débat sur « Humanité, humanisme et climat »

22 janvier aux Canaux (Paris 19ème) à 18h30 : Voeux 2019 du Comité 21

23 janvier à Paris : 4ème atelier du programme « Adaptation aux changements climatiques » du Comité 21 sur « L'adaptation dans les négociations de la COP24 et mises en application à l'international » - *réservé aux adhérents*

24 janvier à Paris : participation au groupe de travail « mobilisation des entreprises » de la feuille de route des ODD pour faire le bilan sur le Comité de pilotage de haut niveau et définir les prochaines actions du groupe

25 janvier à Nantes : premier comité d'experts du Comité 21 Grand Ouest

31 janvier à Nantes : atelier du Comité 21 Grand Ouest « Le "smart" au service des territoires durables »

Ressources du Comité 21

COP24, charnière ou fracture ? une note d'analyse intermédiaire du Comité 21

Depuis plusieurs années, le Comité 21 participe aux COP Climat et propose des notes d'analyse de suivi et bilan des COP. Il publie aujourd'hui une nouvelle note intermédiaire dressant le bilan de la 1ère semaine de ce rendez-vous mondial, à Katowice (Pologne). Cette COP doit également relever le défi de la frilosité des Etats dans la mise en oeuvre concrète de changements, ainsi que celui de la lenteur qui a caractérisé les négociations durant l'année. Dans ce contexte, la COP24 a débuté dans une ambiance politique marquée par l'oscillation entre le besoin de faciliter des négociations afin de finaliser l'Accord de Paris (« Rulebook »), et celui de rehausser les ambitions à l'aune des estimations alarmantes des rapports scientifiques. Sur ce point, on déplore déjà des blocages de la part de certains pays (Etats-Unis, Canada, Russie ...) ne souhaitant pas s'engager sur la partie financements. En cette première semaine, plusieurs points sont à souligner : la justice climatique, avec l'acceptation des « responsabilités communes mais différenciées » de l'ensemble des Parties instaurées par l'Accord de Paris ; le financement, avec l'annonce de nouveaux financements par les institutions internationales ; le rehaussement de l'ambition, réclamé avant cette COP qui, de toute évidence, ne sera pas au coeur des débats compte tenu de l'absence de pays moteurs pour le porter, malgré un cri d'alarme lancé par de Laurent Fabius et l'appel de 415 investisseurs institutionnels ; et enfin l'adaptation, adoptée dès la première semaine. A la suite du débat « Bilan COP24 » organisé par le Comité 21, le 17 décembre à Paris, une note de synthèse complète sera publiée afin de déterminer si les décisions prises ont été à la hauteur des enjeux climatiques. Lire la Note

Bilan de la COP24 - l'accord trouvé à Katowice est-il à la hauteur des enjeux climatiques ?

Le Comité 21 était à Katowice pour suivre les négociations climatiques internationales lors de la COP24 qui devait se tenir du 3 au 14 décembre et qui a finalement débordé du 2 au 16 décembre. En effet, les négociations ont été rudes, la lenteur des Etats à se mettre d'accord a d'ailleurs soulevé le vendredi 14 décembre (dernier jour officiel de la COP) une mobilisation générale des acteurs de la société civile et de la jeunesse pour demander plus de résultats concrets. Compte tenu du contexte international marqué à la fois une crise du multilatéralisme (volonté des Etats Unis et du Brésil de se retirer de l'Accord de Paris) et un relatif affaiblissement de la France (à cause du mouvement des gilets jaunes), pays concepteur de l'Accord de Paris, cette COP aurait pu être encore plus décevante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle a quand même abouti à l'adoption du rulebook, c'est-à-dire au manuel d'application de l'Accord de Paris, mais sans mention forte au concept de *juste transition* et aux *pertes et dommages*, pourtant cruciaux Il s'agit là de la seule victoire qui semble maigre quand on la met en parallèle de l'absence d'engagement collectif pour relever l'ambition des Etats, c'est-à-dire revoir à la hausse leurs actions en termes de réduction d'émissions et de stratégies d'adaptation, rassemblées dans leur Contribution Déterminée au niveau National (CDN = feuille de route national pour l'application de l'Accord de Paris). Or, cela est un vrai accro à l'esprit de l'Accord de Paris qui incluait dès 2015 cette obligation de relever l'ambition. Au niveau des financements, nous ne sommes qu'à la moitié des 100 milliards promis en 2010 par les pays développés aux pays les plus fragiles, or cette somme doit être trouvée et opérationnelle dès 2020, soit dans 2 ans ! A noter tout de même, une forte progression de la question de l'adaptation : une annonce de la Banque Mondiale de dédier 200 milliards de dollars entre 2021 et 2025, avec un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation (jusque-là l'adaptation ne représentait qu'1/4 des financements climat), le fonds pour l'adaptation dépasse la barre des 129 millions de dollars (à souligner même si les besoins annuels pour l'adaptation des pays les plus vulnérables est de l'ordre de 300 milliards) et l'Allemagne a annoncé le doublement de sa contribution au fonds vert !

Le Comité 21 a organisé le 11 décembre sur le pavillon France un débat sur l'adaptation, domaine d'expertise que nous entendons développer pour le compte de nos membres en 2018 et 2019. Un débat sur le bilan de la COP24 a eu lieu lundi 17 décembre, à la Bpifrance, en présence de Fanny Petitbon de l'ONG CARE, Gilles Vermot Desroches, de Schneider Electrics et Amy Dahan du CNRS. Une note de synthèse sera envoyée prochainement aux membres du Comité 21, d'ici là vous pouvez revoir notre débat en streaming. Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org

Rendez-vous du Comité 21

Découvrez le programme d'activité 2019 du Comité 21 Grand Ouest

Afin de poursuivre les transitions écologiques, sociales et économiques, la feuille de route 2018-2020 du Comité 21 Grand Ouest se décline en 4 expertises : responsabilité sociétale des organisations ; transitions et innovations territoriales ; économie circulaire; performance énergétique et adaptation aux changements climatiques. Pour décliner de manière opérationnelle cette feuille de route, le Comité 21 propose à ses adhérents des ateliers-débats, qui permettent aux acteurs de confronter leurs expériences avec les autres participants, de progresser dans leurs pratiques et d'enrichir leurs compétences. Ces ateliers se déroulent en deux temps. Le matin, le Comité 21 organise des visites pour s'inspirer des réussites accomplies en région. Un (ou plusieurs) témoignage(s), suivi(s) de discussions, sont animé(s) pour appréhender la thématique de façon concrète, identifier les sujets émergents ainsi que les mesures prioritaires. L'après-midi, le Comité 21 réunit de façon privilégiée les responsables « développement durable » et « RSE » pour prolonger les

Le Comité 21 dans la presse

Urgence climatique et transition écologique : l'intervention de Bettina Laville dans l'émission 28 minutes sur Arte

Le 3 décembre dernier, Bettina Laville, présidente du Comité 21, était invitée sur le plateau de l'émission « 28 minutes » sur Arte, aux côtés de Jean-Baptiste Fressoz, historien des sciences et chercheur au CNRS, et de Delphine Batho, députée des Deux-Sèvres et présidente de Génération Ecologie. Le débat portait sur la problématique « Face à l'urgence climatique : l'impossible transition écologique ? » et abordait plusieurs questions : à la veille de la COP24, et au regard des conclusions du dernier rapport du GIEC sur la trajectoire actuelle du monde vers un réchauffement à +3,2°, est-il déjà trop tard ? Sommes-nous à l'aube de ce que plus en plus de théories scientifiques appellent « l'effondrement » ? Pourquoi est-il encore difficile aujourd'hui de mettre en oeuvre la transition écologique? Bettina Laville a notamment été interrogée sur l'intégration de l'écologie par les dirigeants et la société civile. Elle a ainsi noté le manque actuel de pédagogie de la part des politiques au sujet de la transition énergétique, qui ont des difficultés à concilier économie et écologie. Or, selon la présidente du Comité 21, cela suppose de renoncer non-seulement au long-terme, mais à la vie même : maintenir un niveau de vie sain dans notre biosphère, c'est bien assurer notre vie future. A voir

Appel à projet

Le salon PRODURABLE lance 3 appels à candidature

La 19e édition du salon Produrable se tiendra les 9 et 10 avril prochains. Trois temps forts rythmeront cet événement avec, associés à chacun, trois appels à candidature. Tout d'abord, le Grand Prix de la Responsabilité Sociétale de la Marque qui récompensera les marques de produits, distribution ou services qui engagent l'ensemble de leur stratégie vers un modèle de développement durable et une empreinte positive révélée de manière attractive et cohérente à leurs consommateurs. L'appel à candidature pour ce prix est ouvert jusqu'au 21 janvier 2019. Il est également possible de candidater jusqu'au 31 janvier 2019 pour avoir la chance d'être sélectionné parmi 25 start-ups pour exposer sur le Pavillon Start-up « Tech4Good » de Bpifrance au coeur de l'exposition. Enfin, le Pavillon Start-up de NewYork accueillera 18 start-ups sur les nouvelles pratiques du travail qui seront sélectionnées à la suite du processus de

échanges, aborder la thématique dans une approche transversale et co-construire un plan d'actions. Découvrez le programme d'activités 2019 du Comité 21 Grand Ouest. Antoine Charlot - charlot@comite21.org

31 janvier à Nantes : Atelier Comité 21 Grand Ouest « Le «smart» au service des territoires durables »

Séduisante sur le papier, la « smart city » (ville intelligente) alimente de nombreux débats. En effet, qu'il s'agisse des nouvelles façons de travailler, de consommer, de se soigner, de se divertir, de se déplacer ou encore d'utiliser l'espace public, l'aménagement de nos villes va devoir se transformer. Pour autant, il ne reste bien souvent qu'un concept dont les enjeux sont encore très mal compris par les collectivités territoriales. Si les opportunités sont immenses, de la transition énergétique à l'économie circulaire, en passant par la mobilité ou encore la démocratie, la « smart city » implique une réelle appropriation par les élus des questions liées au numérique, à l'open data, à la manière dont les données sont récoltées, interprétées et agrégées. Quelles sont les caractéristiques d'une « smart city » ? Ce concept est-il uniquement réservé aux métropoles ou aux grandes villes ? Quels enjeux pour les entreprises ? Le numérique peut-il transformer durablement la démocratie et remettre l'humain au centre des préoccupations ? Quel impact sur le travail ? Voici quelques-unes des questions qui seront abordées lors de cet atelier. Alexandre Pleurdeau - pleurdeau@comite21.org

Le Comité 21 partenaire

Le Comité 21 partenaire de la concertation « Peut-on apprendre à changer le monde ? » de l'ISIGE Mines Paris Tech

A l'occasion de ses 25 ans, **l'ISIGE Mines ParisTech**, institut de formation et d'expertise en environnement et développement durable, a organisé un colloque en juin 2018 sur « Peut-on apprendre à changer le monde ? » autour des enjeux de la formation et du développement durable. A la suite de cet événement, l'ISIGE - MINES ParisTech a souhaité prolonger les discussions en lançant une plateforme interactive de concertation Cartodéba afin de créer un lieu de débat et de mise en relation de tous les acteurs de la société. Le Comité 21 a souhaité s'y associer dans le cadre de son programme sur la Prospective « La grande transformation : moteurs et leviers ». Cette concertation se base sur huit controverses, les grands axes qui questionnent la formation et son rapport au Développement Durable, par des questions telles que : «Faut-il savoir ou agir ? », « A-t-on besoin de catastrophes pour défendre les communs?» ou encore « Responsabilité environnementale, simple effet de mode chez les entreprises ? ». L'ISIGE souhaite voir les participants s'emparer de ces controverses et les alimenter, commenter, enrichir, contredire ou interagir avec les autres contributeurs. La restitution de ce débat sera mise en ligne au courant du mois de février 2019. Clôture de la concertation le 31 janvier 2018. Accéder à la plateforme - Tutoriel. Paul Turpault d'Huvé - paul.turpault_dhuve@mines-paristech.fr

Le Comité 21 au Jury des Palmes du tourisme durable

candidature (ouvert jusqu'au 31 janvier 2019). *Le Comité 21 est partenaire de Produrable et animera le 10 avril un atelier participatif sur «L'intelligence artificielle au service de l'environnement».* Pour en savoir plus

A lire

« Manifeste pour le progrès social, une meilleure société est possible » de Marc Fleurbaey

Déréglementation, crise économique, tensions sociales, déstabilisation démocratique, guerre : la période 1980-2030 va-t-elle rejouer le drame de 1890-1940, avec en outre la forte probabilité d'être suivie de cataclysmes environnementaux balayant tout sur leur passage dans la seconde moitié du siècle ? La situation paraît chaque jour plus alarmante et il est intolérable de constater l'écart entre les possibilités considérables, inégalées dans le passé, dont jouissent la plupart des sociétés du monde entier, et la piètre performance des institutions et des gouvernements. Les échecs institutionnels et les problèmes de gouvernance sont partout, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Or nous pouvons faire beaucoup mieux, nous pouvons construire une société meilleure. S'appuyant sur le travail d'un panel mondial de chercheurs en sciences sociales (IP, ce manifeste propose une vision fondée sur une nouvelle manière de penser et de réformer nos principaux piliers institutionnels : marchés, entreprises, politiques de protection sociale et mécanismes de délibération démocratique. Il délivre un message d'espoir et un appel à l'action, à un moment où de nouvelles menaces pèsent sur l'avenir et où les idéologies du siècle passé ont été discréditées. Ni la perte des illusions ni l'essor du capitalisme ne devraient justifier la fin de la quête de justice sociale. *Cet ouvrage sera présenté par un de ses auteurs, Marie-Laure Djelic, membre du Panel International sur le Progrès Social (IPSP), doyenne de l'Ecole du Management et de l'Innovation, Sciences Po, à l'occasion du débat du Comité 21, le 22 janvier*. Pour en savoir plus. *Ed. La Découverte - 180 pages - 16 € - Sortie le 10 janvier 2019*

« Manifeste pour les nouvelles ressources - Un autre monde est possible » de Claire Blanchaud

Repousser la rareté, économiser l'énergie, réduire le gâchis, tout être doué de raison ne peut que souscrire à ces objectifs de bon sens. Pourquoi tardons-nous tellement à nous engager dans une économie plus efficiente que l'ancienne en même temps que plus responsable ? Pourquoi nous acharnons-nous à

L'association Acteurs du tourisme durable a remis le 6 décembre dernier pour la deuxième année consécutive ses Palmes du tourisme durable. Cette distinction est destinée à célébrer les initiatives exemplaires, innovantes et duplicables, dans le domaine du développement durable du tourisme. Plus de 100 professionnels du tourisme ont déposé une candidature, autour des sept catégories concernées : transport, hébergement, voyage, loisirs, destination, information, start-up. Un prix « coup de coeur » des internautes a également été remis. *Le Comité 21 a été invité par l'association ATD à faire partie du Jury aux côtés du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères et Atout France*. Pour en savoir plus

Participation aux Jury des Trophées des TP 2018

Six lauréats (ainsi qu'un Grand Prix et un coup de coeur du jury) ont été récompensés à l'occasion de la journée de l'innovation de la Fédération Nationale des Travaux Publics qui s'est déroulée le 11 décembre à la Maison des Travaux Publics. Le Comité 21, membre du Jury, a été très heureux de remettre le prix de la « Performance environnementale et énergétique » au Groupe Marais qui a mis au point un nouveau procédé industriel pour assurer la valorisation des déblais de chantier. Cette journée a permis de montrer que les acteurs des Travaux Publics se mobilisent aussi pour la transition écologique. Pour en savoir plus

Exclusivité adhérents : profitez du partenariat AEF/Comité 21 pour vous abonner au service d'information et de veille stratégique DD

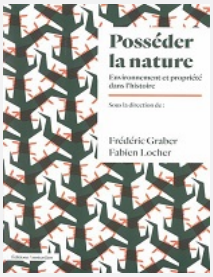
Nous vous rappelons que les adhérents du Comité 21 bénéficient de tarifs très préférentiels pour accéder au service d'information spécialisé **AEF info** Développement durable (RSE & Gouvernance/ Energies & environnement) :
- 1 abonnement pour 1 à 3 bénéficiaires à 2 793 €HT pour la première année d'abonnement, soit une remise de 30% sur le tarif standard pour les nouveaux abonnés aux 2 domaines, *soit RSE & gouvernance et Energies & environnement* ;
- jusqu'à 5 accès supplémentaires offerts à AEF info Développement durable sur une période de 6 mois (soit l'équivalent de 2 495 €HT) pour les adhérents du Comité 21 qui sont déjà abonnés au service AEF info Développement durable.
Toutes ces offres ne sont valables qu'une seule fois par organisation et non cumulable avec d'autres offres. AEF info Développement durable est un service d'informations spécialisés destiné aux décideurs du secteur privé, public et associatif afin qu'ils disposent d'un outil fiable et unique de veille stratégique .Découvrez le service AEF info DD en testant gratuitement - Marc Savonitto - marc.savonitto@aefinfo.fr

refuser d'entendre la leçon de Lavoisier qui est celle de la vie même ? « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». Dans la vie, qu'on peut aussi baptiser nature, tout déchet est future ressource, comme toute ressource deviendra plus tard déchet. Pourquoi ces réticences à imiter la vie, une start-up, pourtant, qui a fait ses preuves depuis qu'elle a vu le jour, il y a 4,5 milliards d'années ? Pourquoi demeurer aveugles à l'évidence d'un bénéfice vite accessible à tous, et nécessaire à long terme si nous voulons léguer autre chose qu'un cauchemar à nos enfants et aux descendants de leurs enfants ? Pourquoi ce manifeste ? Pour tenter de comprendre. Et pour proposer des moyens d'agir. Pourquoi tous ces gens, si différents, réunis pour ce manifeste, pourquoi des regards si divers, nourris d'expériences si vastes, de savoirs et de métiers si dissemblables ? Pour repérer, sans faux-semblant, les raisons de ce retard imbécile. Et pour en déduire, sans traîner, les chemins du possible. Pour en savoir plus. Ed. Le Cherche-Midi - 176 pages - 16€

« La transition énergétique : un concept historique ? » de Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf

La question de l'énergie s'impose comme un des grands enjeux contemporains ! Or il apparaît que les phases de transition liée à l'émergence de nouveaux modes productifs ont été récurrentes depuis plusieurs siècles se heurtant parfois à des verrous technologiques ou des défiances d'ordre sociétal. Malgré tout, des filières techniques se sont peu à peu imposées générant de nouveaux comportements. Cet ouvrage a pour ambition de s'interroger sur ces dynamiques comme sur ces échecs qui émaillent notre histoire. Pour en savoir plus - *Ed. Presses Universitaires Du Septen-Trion - 320 pages - 27€*

« Posséder la nature - Environnement et propriété dans l'histoire » de Frédéric Graber et Fabien Locher



Les dernières décennies ont vu l'essor des préoccupations environnementales, en même temps que l'émergence d'un mouvement en faveur des communs. Malgré cela, les débats sur les enjeux écologiques contemporains ont eu tendance à délaisser la question centrale de la propriété. Une fausse alternative s'est dessinée entre une certaine orthodoxie économique, qui voit dans la propriété privée un cadre optimal d'exploitation et de conservation des écosystèmes, et des visions parfois trop romantiques des pratiques communautaires. C'est oublier que les formes de la propriété sont consubstantielles aux dynamiques d'appropriation de la nature : des vagues successives de marchandisation à l'instrumentalisation par les États des politiques de protection environnementale, elles sont un

lieu crucial où se nouent nature et capital, pouvoir et communauté, violence et formes de vie. À l'heure où le développement des technosciences et les bouleversements géopolitiques internationaux reconfigurent les liens entre environnement et propriété, ce recueil propose un éclairage inédit sur une histoire longue et conflictuelle. Pour en savoir plus - Ed. Amsterdam - 350 pages - 24 €

Eco-dates

10/01 à Lille : séminaire Santé Environnement - Métropole européenne de Lille et **APPA** - en savoir plus
14/01 à Paris : colloque « Le bénévolat, aujourd'hui et demain ! » - La Fonda - en savoir plus
22-24/01 à Dunkerque : assises européennes de la transition énergétique - **Communauté urbaine de Dunkerque et ADEME** - en savoir plus
23-24/01 à Montrouge : rencontres de la Mobilité Intelligente - ATEC ITS France - en savoir plus
24/01 à Paris : colloque « Biens et services retirés des écosystèmes forestiers: de l'évaluation à le gestion intégrée » - GIP Ecofor - en savoir plus
25-26/01 à Montreuil : colloque « Construire la paix, déconstruire et prévenir la guerre » - Fondation Gabriel Péri - en savoir plus
25-28/01 à Epinal : planète et Énergie 2019 - en savoir plus
25-28/01 à Paris : salon Vivez Nature - en savoir plus
30/01 à Paris : séminaire Faire ensemble 2030 « Mobiliser les ODD au service de son projet associatif» - La Fonda - en savoir plus
30-31/01 à Rennes : 20e Carrefour des gestions locales de l'eau - **Idéal connaissances** - en savoir plus
31/01 à Montpellier : conférence « Agriculture à haute valeur naturelle » - CIHEAM-IAMM - en savoir plus
31/01 à Bruz (35) : salon Biogaz Europe - Bees - en savoir plus
31/01 à Paris : conférence « Biodiversité et changement climatique » - Acteurs Paris Durable - en savoir plus
31/01 à Paris : séminaire « Collectivités et établissement d'ESR en transition énergétique » - **CPU**, CGE, B**anque des Territoires** - en savoir plus
31/01-1/02 à Amiens : forum national de l'éducation au développement durable (FOREDD) - CANOPE - en savoir plus

Comité 21

Paris
4, rue Foucault
75016 Paris
Tél : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Réseau Grand Ouest
3, Bd de la Loire
44200 Nantes
Tél : 02 28 20 60 80
comite21@comite21.org

www.comite21.org